

• Interview/Ministère du Budget et du Portefeuille de l'État

« NOTRE BUDGET EST PRINCIPALEMENT FINANCÉ SUR LES EFFORTS INTERNES »

Abdourahmane Cissé, ministre auprès du Premier ministre en charge du Budget et du Portefeuille de l'État, explique quel est l'intérêt pour son pays d'avoir lancé récemment une émission de 150 milliards de FCFA en sukuk (obligation islamique) et soutient que l'Afrique est une région propice au développement du marché de la finance islamique.

Marchés Africains : Quel message rassurant avez-vous délivré en avril dernier en recevant à Abidjan la délégation du MEDEF conduite par Marc Rennard, président du Conseil des chefs d'entreprises France-Afrique de l'Ouest ?

Abdourahmane Cissé : Il n'y a pas de message particulièrement rassurant, à mon avis, mais il y a des faits qui militent en faveur d'une attention particulière et d'un autre regard sur l'Afrique, et spécifiquement sur l'Afrique de l'Ouest. En effet, l'Afrique fait partie des zones qui enregistrent les taux de croissance les plus élevés aujourd'hui dans le monde. Mon pays, la Côte d'Ivoire, en l'absence d'une poussée liée aux ressources naturelles, confirme depuis quatre ans maintenant, grâce à des réformes pertinentes et une vision clairement définie par le président de la République, une performance

pourquoi je pense que l'Afrique n'attendra pas son tour de développement mais a démarré irréversiblement son processus vers le progrès. Dans un tel contexte, il est indéniable que les investisseurs étrangers à l'Afrique, et notamment le MEDEF, s'y intéressent et participent effectivement à ce grand mouvement qui prépare l'Afrique de demain, celle de la prospérité, des opportunités et du bonheur partagé.

Pouvez-vous expliquer les 12 % de progression du budget 2016 par rapport à 2015 ? Si 84 % des ressources sont intérieures, d'où proviennent les 16 % permettant de boucler ce budget ?

Conformément à la dynamique de l'activité économique en Côte d'Ivoire, le budget de l'État connaît une évolution croissante depuis quelques années. En 2015, le budget passait

2015. Il y a un an déjà, lorsque nous avons fait les projections de recettes budgétaires, nombreux sont ceux qui estimaient qu'elles étaient trop optimistes. Bien que nous n'ayons pas encore arrêté tous les chiffres, je puis vous dire que les objectifs ont été tenus.

Par ailleurs, avec un niveau de ressources extérieures de seulement 16,1 %, notre budget est principalement financé sur les efforts internes, y compris le financement sur le marché local des titres. Les ressources extérieures sont essentiellement constituées d'emprunts et de dons-projets (76,7 %) ainsi que d'appuis budgétaires (23,3 %). Pour rappel, nous bénéficions d'appuis extérieurs tels que ceux obtenus dans le cadre des Contrats de désendettement et de développement (C2D) avec l'Agence française de développement (AFD). Pour un budget de 5 813,3 milliards de FCFA, les appuis budgétaires sont de 217,7 milliards, soit 3,7 % du budget, et proviennent de l'AFD pour 147 milliards, de la Banque africaine de développement à hauteur de 55 milliards et de l'Union européenne pour 15,1 milliards.

Quelle est la portée de l'accord conclu entre votre gouvernement et les industriels du cacao concernant l'exonération sur les produits finis du droit unique de sortie (DUS), principale taxe à l'exportation sur les matières premières ? Comme vous le mentionnez, le DUS est l'une des taxes sur les exportations de matières premières, notamment le cacao. Le gouvernement fait de l'industrialisation de façon générale, donc de la transformation des matières premières, une priorité dans son action. Pour encourager les entreprises à effectuer une transformation complète du cacao, dont la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial, le droit unique de sortie a été supprimé

« En 2015, le budget passait pour la première fois au-dessus de la barre des 5 000 milliards de FCFA. Cette année, le budget de l'État est de 5 813,3 milliards de FCFA, en hausse de 11,9 % par rapport au collectif budgétaire 2015. »

proche de deux chiffres en matière de croissance économique. En Afrique, le potentiel de matières premières est intact et une classe moyenne existe désormais. Cette classe moyenne s'agrandit de plus en plus. Davantage de pays africains sont à même de tester leur capital confiance, en intervenant par exemple sur les marchés financiers internationaux. En un mot, avec le retour à la planification stratégique dans la plupart des pays et une jeunesse qui croît un peu plus chaque jour, il y a aujourd'hui une conscience africaine et un contexte très favorable au développement économique. C'est

pour la première fois au-dessus de la barre des 5 000 milliards de FCFA. Cette année, le budget de l'État est de 5 813,3 milliards de FCFA, en hausse de 11,9 % par rapport au collectif budgétaire 2015. De façon générale, il convient de préciser que cette hausse s'explique par le dynamisme des différents secteurs de l'économie. Nous faisons en général nos projections en analysant de façon approfondie l'ensemble des secteurs d'activités et en nous posant toutes les questions possibles afin de retenir les hypothèses les plus réalistes. Rassurez-vous, notre budget est réaliste, à l'image de celui de